

Arguments pour la lutte sociale n° 19

du 25 octobre 2015

Coup d'État présidentiel pour le compte de l'Union Européenne au Portugal

La « résolution » provisoire de la crise grecque par la transformation du gouvernement Tsipras, issu d'élections qui exigeaient le contraire, en un croupion néocolonial de la Commission de Bruxelles et de la Banque centrale de Francfort, a été suivie rapidement par le bouleversement que constitue la réaction des masses britanniques à l'offensive ultra-réactionnaire du gouvernement Cameron récemment élu, réaction plaçant Jeremy Corbyn à la tête du Labour party avec 59% des voix.

Décidément, la crise européenne n'est nullement terminée. Au contraire, elle entre dans la zone des turbulences, comme le montre le nouveau développement portugais. Entre la dictature et la démocratie, la situation se tend. Mais elle exige aussi une élaboration d'ensemble pour une alternative à l'échelle de toute l'Europe, comme le rappellent la crise dite des réfugiés, la question ukrainienne et le rôle réactionnaire croissant de l'impérialisme russe.

Nous y reviendrons.

On sait que les élections législatives portugaises, loin d'être la « victoire de la droite » annoncée par les médias partout, ont vu, avec 50,7 % et une majorité en sièges pour le total PS - Bloc de Gauche (extrême-gauche) - PC-écologistes anti-euro, l'ouverture de la possibilité d'un gouvernement « de gauche ».

Le sens d'un tel gouvernement ne peut être que la rupture avec l'austérité, donc avec les diktats de l'eurozone et de l'UE - la prétendue « Union » abusivement dite « européenne ».

Malgré le fait que les dirigeants du PC portugais les premiers, puis ceux du PS, ceux du Bloc de Gauche paraissant susceptibles de faire eux aussi des concessions à cette orientation, ont commencé par dire qu'un tel gouvernement d'union ne chercherait pas une telle rupture (comme Tsipras en Grèce donc, avec le résultat qu'on a vu), le simple fait qu'ils aient aussi dit qu'il aurait pour tâche d'augmenter les salaires et les retraites a suscité une campagne de haine des médias dominants au Portugal !

En fait, tout le monde sent que derrière cette question du « gouvernement de gauche » au Portugal, se pose la question d'un gouvernement de rupture avec le capital et ses institutions dites « européennes ».

D'où une polarisation montante dans le pays, de part et d'autre.

Le président, Cavaco Silva, a décidé de former un gouvernement de droite contre le vote populaire du 4 octobre et contre la majorité parlementaire qui en est issue, en renommant premier ministre le battu du 4 octobre, Pedro Coelho !

Ce coup d'État vise soit à provoquer la scission d'une aile « blairiste » du PS qui lui apporterait son soutien, soit à imposer au gouvernement de gauche éventuel les conditions que le dirigeant du PS, Antonio Costa, veut faire endosser par le PCP et le Bloc de Gauche :

rester dans la zone euro, dans l'UE et dans l'OTAN et respecter les « contraintes budgétaires européennes ».

C'est ainsi que se dessine au Portugal l'exigence concrète de ce que serait un gouvernement démocratique de rupture avec l'UE, opposé au coup d'État présidentiel et aux « conditions » visant à corseter tout gouvernement quel qu'il soit.

C'est donc la mobilisation, contre Cavaco Silva, contre les diktats de l'UE, pour la démocratie, pour un gouvernement de rupture avec l'austérité, qui doit être à l'ordre du jour.

En France aussi !

7000 manifestants à l'Assemblée nationale, sans appel à la grève, ce jeudi 22 octobre, en solidarité avec les salariés d'Air France menacés de perte d'emploi - 7900 en fait si l'on totalise le plan annoncé et le plan suivant, « officiels » - et parmi eux les soi-disant « voyous » que MM. Hollande et Valls voudraient mettre au pilori. De même, des dizaines de milliers de signataires ont été portées dans toute la France sur des pétitions de défense des « voyous », notamment celle du syndical CGT des Archives nationales.

Trois jours auparavant, à la « conférence sociale », étaient annoncés la mise en place du « compte personnel d'activité » (d'après le rapport Mahfouz qui s'ajoute au rapport Combrexelle), qui entend organiser la protection sociale « *autour de la personne* » et non plus sur la base de droits collectifs, et le fait que seraient « *dévoilées* » (sic) les mesures de « simplification » du Code du Travail, le 28 octobre prochain. Ainsi donc, quelques jours après la promulgation autoritaire du « protocole PPCR (Parcours Professionnels Carrières et Rémunérations) » dans la Fonction publique, les organisations syndicales étaient convoquées pour être associées à ça et s'entendre dire qu'on allait « dévoiler » les attaques suivantes dans quelques jours !

Nous avons là deux mouvements qui, comme au Portugal, comme dans toute l'Europe, doivent finir par se recouper à angle droit. Le mouvement de celles et ceux d'en bas qui cherchent à se défendre et qui, à partir de là, sont poussés à chercher à construire une issue politique. Et le mouvement des dominants qui veulent écraser les premiers car leur système, comme tous le disent, est au bord d'un nouveau « trou d'air » financier, leur système qui a ravagé la planète, est à bout de souffle.

Les sondages qui annoncent pour les Régionales des 6 et 13 décembre le FN victorieux en Provence-Alpes-Côte d'Azur, dans le Nord-Pas-de-Calais (respectivement la fille et la petite-fille de Le Pen), la droite « Les Républicains » victorieuse ailleurs, le PS gardant les Régions du Sud-Sud-Ouest et la Bretagne, décrivent un mouvement secondaire, qui passe pour le principal et qui est à côté de la réalité profonde qui va se jouer. La réforme territoriale (création des métropoles, celle de Lyon en tête, puis regroupement des Régions dotées d'un pouvoir réglementaire, qui relevait jusque là des ministères) a été conçue pour offrir à la droite et au Front National de puissantes positions de pouvoir afin de mettre en œuvre tous les plans antisociaux. L'hypocrisie affichée du président Hollande accusant le peuple d'être coupable de la montée du FN a pour but de favoriser encore un peu plus celle-ci.

La partie « recettes » du budget a été adoptée à l'Assemblée nationale le mardi 20 octobre, la presse, qui s'y intéresse peu, parlant du « crépuscule des frondeurs » (18 abstentions de députés PS et un vote Contre, Pouria Amirshahi). Effectivement on a

compris que la résistance ne passera pas par là. Ce budget va concrétiser les attaques antisociales annoncées et la réforme territoriale, comprimant les budgets de chaque territoire. La question politique de l'action unie se pose maintenant pour toutes les structures syndicales confrontées à cette situation.

Après la réussite de la manifestation du 10 octobre, dans chaque collège l'ambiance se tend car l'appareil administratif de l'État cherche coûte que coûte à mettre en œuvre sa contre-réforme. Là aussi se pose la question politique de la suite de l'affrontement : un ultimatum unitaire au gouvernement, avant le vote du budget, ne serait-il pas nécessaire ?

La corde va casser, la corde doit casser. C'est une question politique. Au lieu de s'exténuer dans les élections régionales, les militants fidèles à leur classe doivent maintenant se regrouper pour affronter et vaincre ce gouvernement, avant 2017.

On est bien d'accord :

« On a tous été traumatisés par le tragique accident d'autocar de Puisseguin et terriblement émus par les familles des 43 victimes. Les gros médias ont critiqué ceux qui parlaient très vite des urgences que soulevait ce drame. Bien sûr que ces morts-là n'ont pas été causés par la loi Macron du 8 août 2015 mais ils alertent forcément car depuis 6 semaines, 250.000 passagers ont été transportés, à cause d'elle, en autocar contre 110.000 pour toute l'année 2014. L'urgence est donc de faire face aux risques pour ces milliers d'autocars qui remplacent en ce moment 40 % des trains. D'autant que des millions de pauvres n'ont pas le choix, exclus du service public de la SNCF par le prix exorbitant des trains, les voilà relégués dans une nouvelle « 3° classe » sur des routes dangereuses, dans l'insécurité des files de cars doublant des camions. Le tout autoroute contre le rail et le fret. »
(Gérard Filoche sur son blog).

Donc : ABROGATION DE LA LOI MACRON, UNITÉ POUR DÉFAIRE TOUTES LE MESURES ANTISOCIALES DU GOUVERNEMENT HOLLANDE/VALLS/GATTAZ !

CGT - Archives Nationales (le 12 octobre 2015)

PÉTITION : PROTÉGEONS LES 5 D'AIR FRANCE !

Levée immédiate des poursuites et des procédures disciplinaires à l'encontre des salariés d'Air France

Ce lundi 12 octobre 2015, six salariés d'Air France ont été arrêtés à leur domicile comme de vulgaires trafiquants de drogue par les policiers de la police de l'air et des frontières (PAF). Ces six salariés, pour plusieurs d'entre eux syndiqués, sont poursuivis pour des « violences volontaires en réunion » et d'« entrave au déroulement d'un comité d'entreprise », des faits commis le 5 octobre dernier et passibles de cinq ans de prison. Ils ont été placés en garde à vue à Roissy (77).

De quoi seraient-ils coupables ? D'avoir laissé exploser leur colère parce que leur vie et celle de leur famille est en danger ? D'avoir dit non aux 2 900 licenciements secs annoncés par la Direction ?

Serions-nous revenus au temps de la répression anti-ouvrière la plus noire ?

Ne laissons pas faire ! Protégeons les 5 d'Air France !

Signez et faites signer la pétition pour :

- Halte aux poursuites, aucune sanction !

Cette pétition sera remise à Manuel Valls, Premier ministre

Transmettez vos signatures de soutien par

- courrier postal : CGT-Archives 56, rue des Francs-Bourgeois 75003 Paris

- fax : 01 40 27 63 66

- courriel : cgt.archives@culture.gouv.fr

* * *

Document

DÉCLARATION DES MOUVEMENTS CITOYENS AFRICAINS POUR DÉFENDRE LA DÉMOCRATIE AU CONGO

Nous reproduisons ci-dessous un document important : l'appel des mouvements citoyens de masse, notamment dans la jeunesse, Balai citoyen (Burkina Faso), le collectif Y'en a marre (Sénégal) et Filimbi (« sifflet » en swahili, Congo-Kinshasa - RDC) contre l'opération par laquelle le président-dictateur corrompu Sassou N'Guesso entend se maintenir au pouvoir au Congo-Brazzaville.

La victoire du peuple burkinabe a retenti dans toute l'Afrique noire, comme un appel à la construction de leur propre destinée par tous les peuples. L'action des chefs d'Etat africains et notamment du président sénégalais Macky Sall pour sauver le putsch et les putschistes n'a pas échappé non plus au regard acéré de la jeunesse montante.

Le mouvement de ces messieurs les vieux corrompus qui veulent se représenter à vie aux élections présidentielles truquées, battu au Burkina, mais toujours pesant dans de nombreux pays, c'est le mouvement inverse. La victoire burkinabé permet à présent à ces mouvements de masse et à la jeunesse de dire : « Le Congo nous appartient à nous », apportant ainsi leur protection aux aspirations démocratiques du peuple congolais. Ils reconstruisent l'internationalisme en actes.

François Hollande, notons-le, a apporté son soutien à la « réforme constitutionnelle » du vieux tyran Sassou N'Guesso. Le camp du refus de la démocratie, en Europe comme en Afrique, est bien le même. (Rédaction)

Depuis quelques jours, le peuple congolais en général et sa jeunesse en particulier est en lutte pour s'opposer au projet de modification de la Constitution du Congo Brazzaville par le président Denis Sassou N'Guesso (71 ans).

En effet, ce président qui totalise déjà 31 ans de règne (1979-1992) et (1997-2015) à la tête de l'État entend organiser un référendum le 25 octobre 2015 pour faire sauter les deux verrous de la Constitution actuelle qui l'empêchent de se représenter à la prochaine présidentielle.

Il s'agit des dispositions relatives à l'âge et à la limitation des mandats présidentiels. Cette tentative de passage en force constitue une atteinte grave à la Constitution du pays et à la République. Le vaillant peuple du Congo convaincu que ce pays -comme tous les autres pays du continent- n'a pas besoin d'hommes forts mais d'institutions fortes n'a jamais cessé de dénoncer cette violation flagrante des règles constitutionnelles et républicaines parfois au prix du sang. L'alternance est un premier pas essentiel pour instaurer un attachement indéfectible à la légalité, à la culture démocratique et donc pour assurer l'avenir de toute une génération.

Nos mouvements citoyens respectifs et la jeunesse africaine consciente :

- Condamnons l'entêtement du président Denis Sassou N'guesso à mettre en péril l'avenir du Congo à travers son ambition d'instaurer un pouvoir à vie,
- Appelons les démocrates du continent et du monde à se démarquer et à dénoncer de tels projets qui se situent aux antipodes des aspirations des peuples à une gouvernance démocratique et responsable,
- Réaffirmons notre foi à l'alternance démocratique, gage de l'instauration d'une gouvernance responsable,
- Demandons à la CMAC et à la communauté internationale de défendre l'aspiration du peuple et de la jeunesse congolaise à plus de démocratie et de justice,
- Réitérons notre soutien à la lutte légitime du peuple congolais contre le projet de référendum et de révision de la constitution,
- Tiendrons le président Denis Sassou N'guesso responsable devant l'histoire et ses tribunaux divers du chaos que lui et son clan destinent à la nation congolaise,
- Prônerons le respect de la liberté des peuples et de la démocratie.

Dans la droite ligne de notre « Déclaration de Ouagadougou » (*Voir note*), nous, mouvements citoyens africains frères mettrons en commun nos forces afin de mener des actions communes en soutien à nos frères du Congo.

Seule la lutte libère.

Pour la jeunesse citoyenne africaine

Ont signé :

- **BALAI CITOYEN (Burkina Faso)** - *Notre Nombre est Notre Force*
- **YEN A MARRE (Sénégal)** - *Il n'y a pas de destin forclos, il n'y a que des responsabilités désertés*
- **FILIMBI (République Démocratique du Congo)** - *Le Congo nous appartient à tous*

Nota : La « déclaration de Ouagadougou » a été adoptée cet été, avant le coup d'État de G. Diendéré au Burkina et sa mise en échec, par de nombreux mouvements de jeunes et associations culturelles d'Afrique noire réunis à l'occasion d'un festival de cinéma.

En voici le texte et les signataires :

Déclaration de Ouagadougou

Nous, jeunes africains engagés, membres des mouvements citoyens originaires du Burkina Faso, du Sénégal, de la République Démocratique du Congo, du Togo, de la Mauritanie, de la Côte d'Ivoire, du Gabon, du Mali, et du Cameroun:

Réunis à Ouagadougou, les 29 et 30 juin 2015, en marge de la 11ème édition du Festival de films sur les Droits Humains et la Liberté d'Expression dénommé Ciné Droit Libre, tenu à Ouagadougou du 28 juin au 4 juillet dont le thème est : « Quand la jeunesse se met debout ! »,

Ayant partagé et mutualisé nos expériences de lutte non violente, respectueuse de nos Constitutions et lois, en vue d'être plus efficaces et efficients pour relever les défis de libération, de démocratie et développement de l'Afrique,

En conclusion de nos échanges :

Nous exigeons...

1. La libération immédiate et sans conditions de nos camarades Fred BAUMA et Yves MAKWAMBA-LA, membres des mouvements citoyens congolais Lutte pour le Changement (LUCHA) et FILIMBI qui sont injustement et illégalement détenus par les institutions de la République Démocratique du Congo depuis le 15 mars 2015. Cette libération s'impose aux autorités congolaises si elles veulent être en conformité avec les conclusions de la mission parlementaire composée des députés de la majorité présidentielle et de l'opposition politique de la RDC. Ainsi, sur ces deux cas flagrants, nous nous engageons à saisir le Comité des Nations Unies sur les détentions arbitraires. Nous nous engageons également à organiser des manifestations simultanées devant les représentations diplomatiques de la RDC dans nos pays respectifs et devant les représentations de l'Union Africaine ;

2. La libération immédiate et sans conditions de tous les prisonniers d'opinion interpellés dans le cadre du mouvement citoyen de contestation à une nouvelle candidature du Président burundais Pierre Nkurunziza ;

3. La libération immédiate et sans conditions de tous les prisonniers d'opinion injustement et illégalement détenus en Afrique.

Nous nous inquiétons...

1. de la situation des jeunes immigrés africains qui meurent en mer ou dans le désert en essayant de rejoindre l'Europe, et dénonçons fermement le silence coupable et l'inertie des Chefs d'États Africains qui n'arrivent pas à trouver une solution structurelle face au phénomène qui trouve sa cause profonde dans l'échec de la classe dirigeante africaine à répondre aux aspirations d'une jeunesse laissée pour compte. Ce phénomène est également la conséquence des politiques économiques et sociales néocoloniales et néolibérales imposées par un Occident exploiteur des masses.

2. Nous observons avec beaucoup d'attention l'évolution de la transition au Burkina Faso, nous soutenons la lutte du peuple burundais pour l'alternance et le bien-être des populations,
4. Nous condamnons l'extrémisme, le terrorisme et l'utilisation des jeunes dans l'exécution d'actes terroristes.

Nous nous engageons...

1. A travailler en réseau. Pour ce faire, nous mettrons en place une plateforme panafricaine des mouvements citoyens en marge de l'Université de l'engagement citoyen qui sera organisée à Dakar, au cours du premier trimestre 2016. Cet événement aboutira à la ratification d'un manifeste de la jeunesse africaine.

2. A la mise en place d'une plate-forme permanente commune qui permettra aux différents mouvements de partager leurs expériences et également de travailler sur des actions communes dans le but de la libération et de la démocratisation du continent.

De ce qui précède, nous mettons en place un comité de mise en œuvre et de suivi des recommandations sus-mentionnées, lequel comité facilitera la mise en œuvre de la feuille de route ci-dessous définie lors de notre rencontre.

Aider à faire connaître notre bulletin :

- Partagez en favori notre site: <https://aplutsoc.wordpress.com/>
- Utilisez la fonction **Suivre** offerte par Wordpress (bouton en bas à droite de l'écran)
- Utilisez la fonction **RSS** accessible dans la colonne de droite du site
- Faites tourner notre bulletin en PDF dans votre entourage
- **Envoyez nous critiques et contributions auxquelles nous donnerons suite dans la mesure de nos ressources disponibles.**